

**Le milliardaire Patrick Drahi, siphonne les caisses des entreprises de son groupe ALTICE France.**

**SUD CONDAMNE LA MISE EN DANGER DE CES ENTREPRISES ET ETUDIE TOUS LES RECOURS POSSIBLES A L'ENCONTRE DE MONSIEUR DRAHI.**

Altice France, c'est le monde des télécoms, avec : SFR, ERT Technologie, XP Fibre... des entreprises d'externalisation comme Intelcia, Coriolis, mais aussi le monde des médias avec BFM, RMC...

En août 2022, le groupe de hackers Hive a mis à disposition sur internet des milliers de documents piratés au groupe Altice. Ainsi naissent les #Drahileaks.

Le 12 avril 2023, plusieurs articles de presse paraissent. Nous y apprenons, entre autres, que de 2015 à 2021, 6,9 milliards d'euros sont récupérés des caisses des entreprises françaises du groupe au profit de la maison-mère installée au Luxembourg. Ces sommes siphonnées dépassent les bénéfices ! Sur cette même période, le même groupe ALTICE, qui annonçait de grandes difficultés, en profitait pour réduire la moitié des effectifs détruisant ainsi environ 7 000 emplois dans ses entreprises françaises. SFR est ainsi passé de plus de 15.000 emplois en 2014 à moins 7.000 en 2021.

Une fois de plus, c'est le fruit du travail des salarié.e.s qui ruisselle dans les poches d'une minorité de profiteurs en col blanc particulièrement vorace !

Le groupe Altice est passé expert en la matière ! Nous n'oublions pas l'argent public largement capté par le groupe lors de la mise en place du chômage partiel en pleine crise COVID au printemps 2020 alors même qu'une majorité des 1200 salarié.e.s placée en chômage partiel avait de l'activité. Un coût pour la sécu et les finances publiques alors estimé à 44 millions d'euros par le cabinet de conseil Sextant (expert du CSE Central de SFR). Nous n'oublions pas non plus le montage scandaleux de SFR Presse pour appliquer le faible taux de TVA de la Presse sur des services Télécoms qui a valu un redressement fiscal de 420 millions d'euros au groupe.

La fédération SUD PTT condamne ces pratiques qui mettent en danger les entreprises du groupe Altice, un groupe déjà très largement endetté.

A la lumière de ces informations, la fédération SUD PTT étudie toutes les actions juridiques possibles afin de sauvegarder les intérêts des salarié.e.s du groupe Altice et vous informera des décisions qu'elle prendra en toute responsabilité au regard du dossier #DrahiLeaks.


Paris, le 19 avril 2023



**Fédération des activités postales et de télécommunications**

25/27 rue des Envergies 75020 Paris

01 44 62 12 00 [sudptt@sudptt.fr](mailto:sudptt@sudptt.fr)

[www.sudptt.org](http://www.sudptt.org)  @federationSudptt

 @fdSudPTT  federation.sudptt

